

L'exposition du projet technique présente beaucoup de risques car le technicien va devoir argumenter sur une base de rationalité économique générale qui, en général, dépasse la collectivité, considère ou introduit en son sein des divisions. En dévoilant le projet, celui-ci n'est plus situé hors de l'entendement comme un fait transcendantal, mais il tombe dans un champ social, il crée des bénéficiaires, il désigne des victimes, il prend un contenu de classe, il agit, il coalesce des oppositions, il n'est déjà plus applicable de la même manière.

Discuter d'un projet revient à le transformer ou à l'appliquer de force au moins à une partie des gens, non du fait de la majorité mais de l'autorité de l'Etat.

La transformation du projet entraîne son alignement sur des considérations différentes de la rentabilité par exemple qui peuvent aller jusqu'à mettre en question l'intérêt financier de l'intervention et conduire à son abandon.

L'appliquer de force entraîne un coût et une inefficacité plus grande et revient à confirmer la paysannerie sur le rôle qu'elle attribue dès le départ au technicien.

L'autonomie de la technique par rapport au social est illusoire. Le technicien peut bien déclarer ne pas vouloir entrer dans le jeu social et se retirer au service de la pure technique, mais cette retraite est une fuite sans fin car, de ce fait, le technicien se rend de moins en moins autonome, de plus en plus instrument d'une action sociale et politique décidée par ceux qui l'emploient.

Le technicien ne peut esquiver la prise en charge de l'ambiguïté de sa situation. Il ne peut faire autrement que d'étudier le réel au plus près de sa signification économique et sociale ; il ne peut faire autrement que d'expliquer ses projets pour pouvoir en apprécier les conséquences et par suite ajuster son projet en pleine conscience des objectifs poursuivis. Enfin il ne peut que se battre pour convaincre les usagers et ses supérieurs de l'intérêt d'un projet plus représentatif de ses idées.

Sans quoi il n'est plus exactement un ingénieur, un technicien, et c'est alors une toute autre affaire.

## L'INGENIEUR ENTRE LA LOGIQUE DES CHOSES ET LES LOGIQUES DE CLASSE

### Critique de la sainte raison technique

Dans les pays économiquement dominés - quels que soient les régimes politiques déclarés - la part décisive des investissements passe par l'appareil de l'Etat. C'est à l'Etat qu'il faut des régimes organisés sur la base du capitalisme ou du socialisme d'Etat.

Au Maroc où le libéralisme économique affiché voudrait encourager l'investissement privé, la prépondérance des investissements d'Etat est notoire partout où le profit à attendre est problématique ou moins prometteur que des solutions situées à l'étranger. Cette observation ne fait que prolonger le fait bien connu, même dans les pays dominants, où les investissements peu rentables, mais nécessaires à la maintenance économique générale, sont pris en charge par l'Etat. Dans les pays dominés la sphère de ces investissements peu rentables est simplement plus large étant donné la situation de sous-traitance dans laquelle se trouvent ces pays et en raison directe de l'importance des surplus que les différents mécanismes ponctionnent au profit des économies centrales : détérioration des termes de l'échange, intérêt des prêts, dépendance des marchés, domination technologique etc...

Pour la bourgeoisie qui se voudrait nationale, les investissements sont d'autant moins "rentables" qu'une partie notable du profit leur échappe, puisque confisqué par les multinationales et par les économies dominantes. A ce compte, tout capital qui ne trouve pas sur place à tourner vite préfère chercher les voies de l'évasion; la place ainsi vide ne peut être occupée que par l'Etat.



Les pays qui se sont donné des régimes étatiques très centralisés n'échappent pas mieux à ces hypothèses ; au moins ont-ils l'illusion de forcer les étapes proclamant le caractère "transitoire" de la formation de l'économie ils s'assurent encore plus dépendants de la technologie la plus avancée : l'Histoire dira plus tard s'ils ont atteint ainsi plus vite disons ... la majorité économique, pour éviter le concept confus d'*indépendance* en cette matière.

L'intérêt de cette observation banale est de reconnaître le caractère omniprésent de l'Etat y compris dans les économies "libérales". Il y a de bonnes raisons de penser que ce phénomène n'est pas conjoncturel et même qu'il est loin d'avoir atteint le niveau de sa pleine splendeur : la planète tout entière, à peu de choses près, va dans le chemin de confier son économie à deux systèmes seulement : les multinationales et les Etats.

Ce qui m'intéresse ici, ce sont les agents opératoires de cette vaste entreprise, en d'autres termes : les ingénieurs. Quel est le degré de leur soumission et de leur autonomie ? Qu'est-ce qui les fait courir ? Comment réagissent-ils et comment sont-ils préparés à réagir à la compétition forcée vers une technologie de plus en plus sophistiquée ? Comment se situent-ils dans leur société ? En choisissant d'en parler à partir d'un pays comme le Maroc, je ne suis pas mal placé pour profiter de la multiplicité des points de vue, de la complexité du phénomène, de la situation d'économie intermédiaire et de la rigueur des contradictions qui animent ce groupe social.

### L'ingénieur, homme de l'Etat

Les ingénieurs au Maroc sont des salariés de l'Etat. Dans le domaine agricole, cette proposition est vraie totalement. Dans l'industrie les ingénieurs marocains ont à choisir entre la direction de firmes, pour la plupart dominées par des multinationales, ou la fonction publique. Les ingénieurs salariés dans le privé sont pour l'essentiel des étrangers sous contrat provisoire. Il commence à y avoir quelques ingénieurs marocains dans les sociétés d'études et dans le secteur bancaire mais ces organismes travaillent presque tous pour l'Etat en quasi sous-traitance. Il en est de même de beaucoup d'entreprises de travaux publics et de génie civil. Les ingénieurs marocains salariés de sociétés privées sont rarissimes. Il n'y a pas d'ingénieurs marocains rémunérés par des collectivités ou des coopératives.

Les ingénieurs sont formés dans les écoles d'Etat et recrutés par les classes dirigeantes selon des modalités très sélectives. Durant les quinze premières années d'indépendance, seules les classes diri-

geantes alimentaient les grandes écoles. Le recrutement était de fait géographiquement et socialement très restreint.

La bourgeoisie citadine des grandes villes traditionnelles fournissait à elle seule plus de 80 % des ingénieurs, pour la plupart formés en France. Ceci était un prolongement fatal de la politique du Protectorat qui réservait l'accès à l'éducation aux couches jugées plus à même de garantir l'encadrement social. Ce phénomène est en régression en raison de l'extension de l'enseignement ; du fait que la sélection sur la base des sciences exactes ne favorise pas autant les classes aisées que la sélection sur la base littéraire et culturelle, du fait de la large extension des bourses qui permettent aux enfants des familles peu aisées d'accepter des études plus longues, du fait de la faiblesse enfin des emplois offerts aux diplômés intermédiaires. Aussi une compétition féroce sévit-elle tout au long de la scolarité ; les échecs sont dramatiques : les laissés-pour-compte abandonnent tout espoir lorsque leurs familles sont de revenus modestes ; il y a peu de "passerelles" ou de solutions de rattrapage pour ceux qui n'ont pas pu parvenir au bout d'une scolarité longue et dure. Cependant, dans l'enseignement supérieur en agriculture, 60 % des futurs ingénieurs sont aujourd'hui des ruraux.

Ce système élitiste public qu'il est le plus juste puisque effectuant la sélection à partir des résultats. Il sous-entend qu'il n'y a pas de place pour tout le monde en somme et que seuls les plus aptes seront élus. Il dissimule surtout qu'une très infime partie des catégories rurales pauvres peuvent accéder au secondaire. Ce sont surtout les citadins et les classes moyennes et riches de la campagne qui peuvent concourir.

Mais il faut insister sur le fait que la formation de l'ingénieur est assurée par une ambiance de compétition qui équivaut à un véritable dressage, niveau de la conscience, préparant des élites très individualistes. L'univers de la formation est celui de la classe, du dortoir et du réfectoire surtout pour les jeunes issus de familles rurales qui souvent, avant d'entrer dans le secondaire, sont internes. Le déracinement et l'isolement des élèves et des étudiants découle naturellement du régime de l'internat. Beaucoup trop d'ingénieurs sortent des grandes écoles, ignorant leurs pays, les réalités pratiques, les conditions concrètes du métier qu'ils auront à exercer. En somme, on fabrique des clercs tendus vers une réussite sociale individuelle, coupés du monde du travail, totalement dominés par le protocole scolaire, préparés à respecter le protocole bureaucratique.

L'ingénieur est un salarié soumis au strict système hiérarchique de la fonction publique. Si les premières promotions des quinze



premières années de l'indépendance ont permis aux classes aisées d'accéder aux postes de commandes politiques de l'administration, les nouvelles promotions, au contraire, garnissent des échelons de plus en plus subalternes. Une lutte sourde s'engage entre les anciens et les nouveaux parce qu'elle superpose la coupure formation en France/formation au Maroc, avec la distinction classes citadines aisées/ classes moyennes rurales et citadines et avec la situation créée postes supérieurs/postes intermédiaires.

La fonction publique décide, comme on sait, de stricte manière des emplois, des missions confiées, des mutations et des promotions. La faible action des associations d'ingénieurs et des syndicats dans la gestion du personnel au moins jusqu'à aujourd'hui lie les ingénieurs au bon vouloir d'un système hiérarchique impavide menacé par le bureaucratisme. Des solidarités d'école et de promotion tempèrent de mieux en mieux cette tendance, au moins dans ses excès : il y a là l'aube d'une réaction, mais élitiste elle aussi, comme une sorte de prolongement de l'école, les anciens prolongeant le rôle des enseignants avec le système de notation.

Homme de l'Etat, l'ingénieur l'est aussi pour tous ceux qui ont affaire à lui dans la sphère du travail : ses subordonnés, les ouvriers, les paysans.

Son déplacement instrumentaire (voiture, serviette, appareils...) publie sans cesse qu'il appartient à l'élite fonctionnaire. Son costume, son mode de vie le distingue sans le moindre doute du commerçant ou de l'entrepreneur. Ses relations avec les autorités en place, quoi qu'il en ait, le place dans un camp : celui de l'Etat. Même au stade embryonnaire devant l'élève ingénieur en stage sur le terrain, l'assujettit ne se trompe pas : l'étudiant à toutes les peines du monde à faire valoir que ses relations sont indolores et sans saveur et relèvent de l'exercice d'école ; le paysan, sur sa parcelle, l'ouvrier dans la mine savent qu'ils ont affaire à l'autorité administrative. D'ailleurs il ne pourrait pas être la autrement et s'il était marchand, cela se verrait et que pourrait-il bien être d'autre ?

Inversement, l'ingénieur ne peut percevoir d'emblée que ce que les assujettis veulent bien lui montrer dans le champ de relation créé entre eux et l'Etat. Position défensive de bonne guerre : ils n'ont pas trop d'occasions de plaider leurs causes : la sincérité est une notion vide de sens en soi. D'où la difficulté pour les cadres d'interpréter au delà, à côté, ou contre le discours du "bénéficiaire". Les meilleures conditions ne sont pas réunies pour que soient partagées les opinions et les solutions des problèmes.

On pourrait conclure étourdiment à une pure situation de classe. Ce serait au prix de l'oubli d'une bien plus profonde et plus ancienne expérience historique : l'innovation vient d'en haut !

L'administration administre. Elle n'est pas là pour innover, ni pour prendre des initiatives : elle met en œuvre des idées plus larges qui descendent du sommet. L'Etat marocain est un vieil Etat qui a fait ses preuves et traversé des siècles. On peut y repérer trois ensembles emboîtés : son noyau central date de Moulay Ismail, un des plus grands souverains marocains, contemporain de Louis XIV, qui régna plus d'un demi-siècle et dont les procédures remontaient plus haut encore jusqu'aux Etats centraux de la splendeur arabe d'Orient. Le souverain descend du Prophète, il fait arriver sur la terre des préceptes inscrits dans le Ciel. Le deuxième cercle est une administration qui doit beaucoup à Napoléon, centraliste à l'extrême : la situation du Protectorat, qui a été son terreau de renaissance, lui permettait d'omettre plus encore si c'était possible le vœu exprimé des populations sujettes. Le troisième cercle, la banlieue de cet Etat, absorbe les méthodes modernes de la statistique et de l'informatique, la manie des fichiers et des enquêtes. Cela ne diminue en rien la centralité de la décision : cela lui donne d'autres moyens et développe la croyance - erronée - qu'il en sait plus que les citoyens individuels et dispersés ! Tout concourt donc à donner du poids à la décision descendante. La parole administrative est davantage une parole pénale, agrémentée d'aides matérielles probables, qu'un discours de service visant à faire résoudre les problèmes sur place par les intéressés eux-mêmes.

Sans doute cette situation ne va pas jusqu'aux excès que l'on voit parfois ailleurs. Le multipartisme, une presse ... enfin non vraiment bâillonnée, permettent aux intellectuels de dénoncer au moins ce qu'il y a d'excessif. Cela n'a pas eu trop d'effets encore, rien de menaçant ni d'insupportable : il a fallu apprendre à parler pour être entendu. Les perspectives parlementaires n'ayant pas eu d'œuvre à ce jour, on ne peut présager ...

On comprendra dans ces conditions que l'innovation, la créativité ne sont pas des sports nationaux. Seul le sommet innove et il ne peut pas tout faire. Ne vous raillez pas, mes frères des autres pays dominés, vous êtes dans le même bain ! Il n'y a qu'un tout petit nombre de pays au monde qui innove, avancent et distribuent ensuite les nouveautés dans les pays périphériques. Lorsque vous croyez inventer, cherchez bien, grattez la tête de vos dirigeants pour apprendre où ils ont pêché

(1) Ce texte a été écrit en mars 1977.



cela, dans quel congrès ? Dans quelles pressantes propositions d'experts très discrets de ce côté du monde ou de l'autre ? Et que les citoyens de pays apparemment arrivés ne nous regardent pas de trop haut : ils savent à leurs dépens ce que coûte parfois de vouloir dépasser les grands au moyen d'apparentes innovations comme le Plan Calcul ou Concorde. On ne fera croire à personne pourtant que ce sont MM. Nixon ou Ford qui pensent : non ! Ce sont bien les multinationales d'une part et les chefs d'Etat des pays dominés d'autre part.

Homme d'un Etat omnipotent, omniscient, l'ingénieur tout de même est chargé de véhiculer la raison pratique pour transformer l'état présent des choses matérielles. On a vu qu'il était surtout administrateur. Administrer c'est conserver, maintenir selon la réglementation, garder l'équilibre statique entre des forces qu'il faut maintenir en ordre. Mais il faut aussi qu'il transforme, produise, mette en valeur, c'est-à-dire faire arriver un autre ordre. En tous cas c'est ce qu'il a appris à l'Ecole ; il n'a même été sélectionné que pour cela, pour son aptitude à pénétrer la logique des choses, pour sa capacité à prévoir des arrangements inédits garantis par de froides équations, des calculs impavides, extérieurs aux raisons des hommes.

Technicien il l'est, et d'une manière très particulière liée à la place qu'on lui reconnaît dans une société technicienne. Lorsqu'il n'a pas fait ses études "à l'étranger" - entendez "dans un pays développé" -, il les a faites dans son pays dans les écoles en beaucoup de points semblables par le programme et par le corps enseignant. Ecoles chargées de former des ingénieurs bons pour le demi-siècle qui vient à partir d'une idée de la spécialisation qui date d'un quart de siècle déjà dans les pays dont on les importe. Or les pays dominés qui connaissent aujourd'hui une forte croissance n'ont pas en place un système entier de spécialités concourant à une orchestration complète des techniques. Les besoins en généralistes techniciens administrateurs managers, se font ressentir plus vif que celui de spécialistes - à la rigueur ceux-ci peuvent être aisément importés.

On assiste alors à une contradiction remarquable : l'aspiration de l'ingénieur à investir une spécialité et le désir de l'administration de s'en servir comme polyvalent. Le jeune ingénieur rêve de se dissoudre dans l'étroite spécialité d'un laboratoire. Il y a découvert à la fin de ses études le confort de relations étroites, le luxe d'une disponibilité suffisante en matériel sophistiqué qui lui ouvre l'accès à des échanges étonnants avec la communauté scientifique internationale ; il y a ressenti l'aise de frontières sûres et reconnues, la protection contre toute interrogation déplacée sur la justification de

son labeur. Rejeté hors de cet "amnios" avec son diplôme il va devoir affronter une répartition des tâches autrement imprévue. Sa société ne divise le travail ni comme son école, ni comme la société des pays dont son école est issue. Généralement l'ingénieur dans un pays dominant trouve place dans une spécialité plus étroite que celle pour laquelle il a été formé, il approfondit sa technique, il resserre le champ de ses intérêts et attend quelques années avant de voir les choses plus largement. Sauf exception dans nos pays l'ingénieur fonctionnaire d'Etat - est placé à un poste peu en rapport avec la spécialité qu'il a choisie et d'emblée - avec des responsabilités qui dépassent très largement l'expérience qu'il a pu en avoir. Il n'est plus exactement un pur technicien. Il découvre que la technique n'est pas innocente, qu'elle n'est pas neutre, qu'elle coûte. Les choix ne sont pas économiquement quelconques sous le seul empire de l'élégance technicienne. Les solutions sont nombreuses mais la rareté décide de la technique.

Et qu'est-ce qui définit la rareté ? C'est le budget, la disponibilité en devises, les pressions des marchands de technique, le temps prévu au plan, le calendrier des engagements financiers, la disposition en techniciens, les décisions politiques ! ce n'est pas le technicien !

Il acceptait peut-être d'être pur instrument au service d'une spécialité qui avait des limites et ses axiomes et qui ne se posait pas le problème des fins. Il se retrouve impuissant à maîtriser les données nouvelles qu'il commande, soudain complice de choix où la technique n'est qu'une manière de présenter conventionnellement ce qui déjà a été délibéré au-dessus de sa tête. A son endroit, il a toutes les peines du monde à faire valoir qu'il est un ingénieur, salarié certes, mais pas domestique.

Dans un projet d'aménagement hydroagricole, en faisant passer de 40 à 60 centimes le prix du kg d'oranges à la parcelle, le rendement de 20 à 25 tonnes à l'hectare et de 10 à 14 ans la durée de pleine production d'une plantation d'abricotiers on rendait un projet insoutenable digne d'un financement hautement rentable. La biologie est difficilement maîtrisable, il n'y a guère de comparaison possible, chaque terroir ayant son climat, sa pédologie, son environnement parasitaire propres. Le marché mondial des agrumes est fragile, le goût du consommateur variable, la concurrence en Méditerranée est serrée, quand on plante, c'est pour 30 ans et les arbres ne commencent à produire à plein rendement qu'après 7 ans. Impossible donc de prévoir les prix, les coûts, les rendements. Comme on faisait ces réflexions à un expert de la Banque Mondiale, celui-ci répondit :



"Écoutez ! De toutes manières ce projet, pour des raisons politiques, sera financé. Quoique vous calculiez il faut faire quelque chose ici. Ne vous rendez pas la tâche difficile. Mettez 60 centimes, 25 tonnes et 14 ans !". Le projet a été financé et a bien réussi : on n'y produit ni agrumes ni abricots !

Exemple limite ? Non, exemple courant. Un grand nombre de projets relèvent de décisions totalement politiques souvent contre l'avis des techniciens : ils ne sont ni plus ni moins valables. Une analyse précise ne vient pas facilement à bout des avantages sociaux, économiques et financiers comparés avec ceux qu'"aurait" donné un autre projet. On croit par exemple qu'il va augmenter la prolétarisation et la paupérisation ! On découvre que le niveau de vie des couches défavorisées est amélioré. On pense que telle autre opération va déconcentrer la propriété foncière : il apparaît que le capital circulant se concentre plus vite encore et accroît la prolétarisation. Imprenable situation : les projets sont décidés trop vite, les études restent superficielles et le problème semble toujours ailleurs. Y-a-t-il des pays où des exemples contraires peuvent être apportés ?

L'ingénieur, prêtre de la raison pratique, sommé de tenir compte de la productivité, de la rentabilité et du profit, s'interroge pour savoir de quoi et pour qui ? Il ne trouve pas dans ses polycopiés la moindre réponse.

Il y a beau temps qu'il a renoncé à s'enfermer dans les délices de sa spécialité. Ayant quitté ce havre, il erre incertain. Au moins peut-il interroger sa conscience !

Il appartient en effet à une classe sociale. Mais laquelle ? L'origine sociale de l'ingénieur est importante par le référentiel qu'il en apporte. Mais il ne faut pas en exagérer l'influence ; il n'y a rien de décisif dans le fait d'être le fils d'un commerçant, d'un artisan ou d'un petit propriétaire foncier. Les couches moyennes sont aussi avides que les autres. On y trouve aussi du désintéressement. La question du rôle de l'ingénieur et de sa morale de classe est davantage liée à la situation qu'il peut avoir qu'à celle qu'il a eue.

Il est remarquable de suivre l'évolution de l'attitude de classe dans le groupe des ingénieurs. Comme jeunes techniciens ils adhèrent encore-aux deux sens du verbe adhérer - à leurs origines sociales.

Dans les premières années de leurs études alors que déjà ils sont promis à la fonction, les solidarités sont régionales, voire de lycée d'origine. Puis soudain la radicalisation de la conscience d'étudiant ou d'intellectuel libre se développe, souvent contre sa classe d'origine.

Mais dans les dernières années de sa scolarité, lorsque déjà les spécialités sont choisies, les liaisons avec les laboratoires et les futurs employeurs sont plus précises, on assiste à un retournement, à une sorte d'appartenance de classe par anticipation. Potentiellement les jeunes ingénieurs participent ou croient pouvoir participer au groupe social le mieux placé. Evidemment ce retournement ne se fait pas en un jour, il faut prendre le temps d'avoir conscience, de se débarrasser de sa conscience malheureuse, de ses scrupules, donner le change qu'il faut, surtout lorsqu'on se trouve engagé dans une organisation militante.

Cette évolution est surtout vraie pour les dix premières promotions après l'indépendance, période durant laquelle la nationalisation des fonctions coloniales et l'extension du champ d'action de l'Etat ont promu très vite les jeunes cadres aux postes de commande. C'est qu'un jeune ingénieur ayant seulement trois années de pratique, "bombardé" directeur d'office ou chef d'un service central, voit vite pousser ses ailes. Il dispose tout d'un coup de pouvoirs étendus qu'il juge vite immenses, sur des hommes, sur un budget, sur des choses. Le poids des responsabilités qui désormais pèsent sur ses épaules n'est pas une charge en proportion de son expérience ou de la lutte qu'il a menée pour l'acquiescer : c'est une aubaine, un don royal, le salaire d'une fidélité ou le hasard d'une disponibilité. Ceci a d'ailleurs pour effet de lui faire mieux sentir le caractère subalterne des postes les plus élevés, le champ de grâce ou de disgrâce que traverse la biographie. La compétence en soi ne garantit rien, elle ne fonde ni la sécurité, ni ne légitime le droit d'être responsable. Elle peut jouer un temps comme prétexte à l'assimilation à une classe plus haute, après quoi elle est niée, il ne faudrait pas donner à croire que la science ou la technique donnent en soi des prérogatives.

Car à ces prérogatives sont attachées des privilèges, de revenus d'abord mais aussi des avantages matériels : résidences, voitures, voyages etc... Déjà Ibn Khaldoun distinguait ceux qui vivaient mal, de leur seule industrie, de ceux à qui il suffisait d'être proches du pouvoir pour vivre dans l'aisance et la considération.

Mais la mobilité sociale va être maintenant de moins en moins facile au fur et à mesure du comblement des postes. Nul doute que la restriction des perspectives de *carrière* va aider l'ingénieur à trouver dans des choix idéologiques de mieux en mieux formulés un autre univers à investir. S'il ne peut se dissoudre, en tant que technicien, dans une classe sociale autre que la classe dirigeante, il peut être amené à choisir le contre-pouvoir pour rester dirigeant.



Mais déjà il agit sur des exécutants, sur la paysannerie, sur la classe ouvrière de l'industrie. Classes qui encore se cherchent, perçoivent conscience de leurs capacités de négociation dans le partage du surplus qu'elles produisent. La paysannerie, encore ligotée par des solidarités lignagères, gentilles et féodales plus fortes que les solidarités de classes, découvre à peine l'avantage des coalitions horizontales. La classe ouvrière, de moyenne d'âge élevée, entourée de chômeurs, tenue dans une perspective de faible industrialisation avec les investissements peu créateurs d'emplois, a déjà du mal à faire valoir sa combativité dans des négociations strictement professionnelles.

Les classes rédemptrices des idéologies toutes faites ne sont guère reconnaissables sur le terrain immédiat de la réalité sociale. L'ingénieur "qui va au peuple" ne trouve pas d'emblée des interlocuteurs qui puissent l'aider à dépasser le dilemme productivité/profit. La logique des classes travailleuses, gauchit la conscience de l'ingénieur : ou bien il accepte le divorce entre l'idée qu'il en a et l'acte qu'il est contraint de faire, et reporte une fois pour toutes au delà d'un grand soir hypothétique l'éventualité de mettre d'accord sa conscience et son comportement ; ou bien il baisse les bras, comme ses scrupules, admet qu'il doit entrer dans l'âge adulte et la réalité pragmatique, et s'immerge dans la classe dirigeante.

Entre les quatre logiques-logique technicienne, logique de la classe dirigeante qui l'emploie, sa propre logique de classe et celle de ses interlocuteurs - exécutants, l'ingénieur a son chemin à tracer. Il est des cas moins difficiles lorsque deux ou plusieurs raisons se recourent ; ce ne sont pas les cas les plus courants.

### La communication en milieu rural : critique du système et méthode d'analyse

Avant d'exposer le principe d'une approche de la communication en milieu rural, je voudrais revenir sur les schémas de communication qui ont été donnés au cours des séances précédentes.

Je pense que vous serez tous d'accord avec moi pour dire que ces schémas, au fond, se ressemblent à peu de chose près. Lorsque nous parlons de la communication en milieu rural nous la considérons à partir de *notre* situation, c'est-à-dire comme agents de l'Etat. Il suffit de regarder le tableau pour voir combien la place réservée à la paysannerie est réduite, en bas, à une toute petite surface alors que s'étale au-dessus, avec toutes ses ramifications et détails, l'organigramme de l'administration sans omettre le moindre relais de transmission. Si l'on observe la circulation de l'information dans ces schémas, on constate que la source principale est en haut, dans les centres directeurs politiques, administratifs et techniques et que le sens privilégié est descendant. Par contre, dans l'autre sens on note la faiblesse du flot ascendant de la parole et le flou de la source dissimulée au sein du terme général de "paysannerie". Enfin je constate l'absence de circulation horizontale de la communication.

Je voudrais faire une deuxième série de remarques à propos de ce que l'on a dit du message, c'est-à-dire du contenu de l'information, comme on l'a vu précédemment qui est émise en-haut à destination

(1) Notes prises lors d'un exposé fait à l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II au Cycle Maghrébin de la Communication au service du Développement le 29 Janvier 1976 organisé conjointement par la FAO, le Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de Population, et le Gouvernement du Royaume du Maroc.